



lundi 24 février 2020

Algérie :

Un an après, le Hirak est toujours là !

« On est pas venus pour faire la fête, mais pour vous faire partir ! ». C'est avec ce slogan que, dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes d'Algérie, les manifestants ont encore défilé par dizaines de milliers le week-end dernier. Et même ce week-end-là deux jours d'affilée, le vendredi comme chaque semaine depuis un an, et le samedi jour anniversaire de la première grande manifestation du Hirak (le mouvement), le 22 février 2019.

Contre le clan au pouvoir, une révolte sociale

Eh oui, un an après ils sont toujours là, toujours décidés à en finir avec un régime de privilégiés qui mettent dans leurs poches les richesses du pays pendant que la population, elle, fait face au chômage de masse, aux salaires de misère, et à l'indigence des services publics... Avec un régime où l'armée exerce le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, et où, depuis, s'est développée une clique de grands patrons qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'État et de l'armée. Dont l'un d'ailleurs avait été reçu en grandes pompes par Macron il n'y a pas si longtemps, pour le féliciter des bonnes affaires qu'il fait également en France.

Côté libertés, les Algériens ne les ont pas demandées, ils les ont prises. Alors que les manifestations sont interdites depuis la guerre civile des années 1990, ils se sont réapproprié la rue, hommes comme femmes, toutes générations confondues, dans le cadre d'un mouvement tellement massif qu'il a rassemblé des millions de personnes. Le pouvoir a bien tenté de réprimer, en arrêtant des manifestants, mais il a dû reculer face à une détermination intacte.

« Qu'ils partent tous, la bande des voleurs »

Le Hirak avait commencé en février 2019, à l'annonce que le président Bouteflika, 82 ans, allait briguer un cinquième mandat présidentiel. Malade depuis des années, il n'était plus en état de gouverner, mais peu importe, il était le président fantoche derrière lequel se cachait le vrai pouvoir, celui des hauts gradés et celui des grands hommes d'affaires, tous plus ou moins liés aux divers clans de l'armée et du pouvoir.

Mais le 10 mars 2019, au bout d'un mois de manifestations, après un appel à la grève générale largement suivi dans le pays dans les entreprises, les commerces dont le rideau de fer restait baissé, dans les

écoles et les universités, les hommes au pouvoir retireraient la candidature de Bouteflika.

Le chef d'état-major, Gaïd Salah prenait ouvertement les rênes du pays, et promettait une nouvelle élection avec de nouveaux candidats pour le mois de juillet. Mais la supercherie n'a rien changé : « *qu'ils s'en aillent tous* », « *tous ceux qui volent le pays* » à commencer par Gaïd Salah lui-même, ont repris les manifestants.

Un peuple qui ne s'en laisse pas conter.

Alors Gaïd Salah a fait mine de faire du social en faisant jeter en prison, pour corruption, un certain nombre de grands patrons algériens. « *Ils règlent leurs comptes entre eux* » ont dit les manifestants. Quant à l'élection présidentielle annoncée pour juillet elle est passée à l'as : les seuls candidats potentiels, tous de vieux routiers de la politique algérienne, détestés de la population, n'ayant même pas osé se présenter.

Quand l'élection a finalement eu lieu en décembre, son gagnant, Abdelmadjid Tebboune, ancien premier ministre de Bouteflika et proche du chef d'Etat major Gaïd Salah, n'a été élu que par une minorité de votants, une majorité d'Algériens ayant boudé les urnes (avec pas moins de 60 % d'abstentions). Ni son élection, ni la mort peu après de général Gaïd Salah, aussitôt remplacé par un autre « homme fort » de l'état major n'ont rien changé. Personne ne fait confiance à tous ces gens du pouvoir.

Et la colère est toujours là, le Hirak, un an après, continue malgré les tentatives de le réprimer, puisque les arrestations continuent, et des grèves ont repris dans le pays.

Car il ne s'agit pas de changer simplement un président par un autre, c'est le régime lui-même qu'il faut changer disent les Algériens. Nous qui en avons ras-le-bol de Macron et son monde, on ferait bien d'en prendre de la graine

Le couperet tombera trois fois...

La semaine dernière en Quart d'Heure Com', la direction nous a annoncé qu'elle nous avait menti une fois de plus : après avoir été programmée pour fin décembre dernier, puis pour fin mars, la fin des mesures spécifiques Saint-Ouen est maintenant annoncée pour fin juillet. Dès le 1^{er} août, nous serons soumis aux mesures du DAEC, comme tout le monde dans le groupe PSA... Lors de cette réunion, ils ont eu le cynisme de d'affirmer que pour les retardataires, qui partiraient après la date butoir, ce serait tant pis, et qu'ils n'avaient qu'à être « plus participatifs » ! En somme il faudrait qu'on aide la direction... à nous licencier.

Fiches vacances, ou « fiche-toi de ma gueule »

La direction nous a demandé de remplir nos formulaires pour le positionnement de nos congés avant le 7 février. Il n'était pas question qu'elle renonce à ses trois semaines de fermeture, et qu'elle assouplisse les dates prévues, alors même que l'usine doit fermer et que l'activité est très réduite... Et maintenant, elle nous demande de quitter l'usine avant l'été pour prendre les mesures spécifiques, et de nous arranger avec nos futurs employeurs pour prendre nos vacances !

Des méthodes crapuleuses, à l'image de ceux qui les mettent en œuvre.

Permis Poids Lourd... de l'infox

Jeudi dernier, une partie d'entre nous a été « convoquée » pour participer à un forum du groupe Berto. Prévu initialement 2 heures, au vu du manque d'intérêt des participants, il a dû être écourté : parmi les désignés volontaires pour y assister, personne ne posait de questions. Seuls les petits chasseurs de tête de PSA, ceux qui sont en charge de nous faire quitter l'usine, posaient les questions à notre place.

S'ils sont intéressés par un permis Poids Lourd, rassurons les : vu la lourdeur de leurs interventions, ils l'ont déjà !

Déshabiller Pierre pour habiller Paul (de vieilles fripes)

PSA recrute ! 150 postes sont à pourvoir sur le site de Vesoul. Ils correspondent en fait au transfert de la production du site d'Hérimoncourt. Si les activités sont transférées, les emplois stables ne le sont pas. PSA remplace les 205 postes restant à Hérimoncourt par 150 emplois précaires, avec au passage une augmentation certaine de la charge de travail. Cerise sur le gâteau, PSA se vante du fait qu'une partie de ces emplois pourront déboucher sur une embauche durable... après 18 mois !

Condammations en série pour PSA

Ce lundi, le tribunal de Belfort a reconnu PSA coupable d'une « faute inexcusable » pour avoir négligemment exposé à des produits cancérigènes pendant des décennies un ouvrier de PSA Sochaux, Serge Heidet, atteint aujourd'hui d'un cancer broncho-pulmonaire. Serge n'est pas seul dans son cas, car PSA a déjà été condamné pour de tels faits, y compris sur d'autres sites. Une preuve de plus (s'il en fallait une) que l'entreprise ne fait pas grand cas de la santé de ses salariés.

Bal des hypocrites

PSA essaye de se redorer son blason en s'associant à *Solidarauto* pour « aider » les travailleurs pauvres à entretenir leurs guimbarde. Le projet serait né du constat que : « les personnes en situation de précarité n'entretiennent pas leur véhicule ... faute de moyen », sic. Avec des salaires de base gelés depuis des années et des ouvriers poussés à la porte à tour de bras, PSA s'y connaît en précarité ! On pourrait aussi décider de construire des voitures durantes pour faire faire des économies aux propriétaires et moins polluer.

Mais cela n'est évidemment pas dans l'intérêt des patrons qui tirent sur les prix au détriment de la qualité et préfèrent vendre le plus possible de voitures neuves.

La FNSEA entre l'oseille et le blé

Alors qu'une grande partie du monde agricole galère pour joindre les deux bouts (30 % des agriculteurs n'ont pas pu se dégager de revenu en 2017) le site *Mediapart* a révélé quelques unes des pratiques salariales de la FNSEA.

Ce syndicat agricole est depuis des décennies un ministère bis de l'agriculture, avec qui les pouvoirs publics se sont toujours entendus pour défendre un modèle agricole capitaliste. Celui-ci profite aux plus gros propriétaires terriens, bien plus grands patrons industriels que paysans. Compte tenu de cette situation pas étonnant que le directeur général du syndicat émarge à 13 400 € par mois. C'est plus que... le ministre de l'agriculture.

Pour quelques voix de droite

A l'approche des élections municipales, englué dans une contestation sociale persistante contre sa politique, Macron, le héros du « nouveau monde » n'oublie pas les vieilles recettes politiciennes de l'ancien.

Il a donc lancé à Mulhouse le coup d'envoi de sa manœuvre de diversion crapuleuse, pointer du doigt les musulmans, pour faire oublier sa politique anti-ouvrière rejetée par des millions de travailleurs.